

Stratégie vénézuélienne d'accord sur l'ALBA face à l'expansion commerciale États-Unis d'Amérique latine

Victor Julian

de Brasilia , Brasil

Correo electrónico: vitor2@gmail.com

currículum

En 2004, Venezuela y Cuba en convenio de una colaboración regional en Amérique latine appelée Alternative bolivarienne Las Americas et en abrégé ALBA. Esta colaboración está formada como una resistencia frente a la expansión del comercio americano para aportar una misión neoliberal. Avec la formation de l'ALBA, le Venezuela est le leader de la coopération régionale qui prend des mesures stratégiques pour faire face au néolibéralisme. En 2010, l'ALBA cuenta con un total de 10 socios. En tant que contre-hégémonie, ALBA a également travaillé dans trois espaces. Dans l'espace des idées, les pays membres ont besoin de principes complémentaires de solidarité et de coopération pour parvenir à la prospérité et au développement régional équitable. Au niveau de l'espace Institutionnel, l'idée est alors intégrée à l'ALBA.

Mots clés : Régionalisme, ALBA, Expansion commerciale, Intégration stratégique



A. INTRODUCCIÓN

L'auteur discutera de la stratégie vénézuélienne en accord avec l'ALBA face à l'expansion du commerce américain en Amérique latine de 2004 a 2010. Cette recherche examinera et décrira comment les mesures et stratégies du Venezuela pour fortifier les pays d'Amérique latine son protegidos de la forma de expansión comercial aux États-Unis (EE. UU.) Sous la forma de una colaboración regional. L'Amérique latine est une région située au sud du continent américain qui est une ancienne colonie portugaise et espagnole. Ce contexte fait de l'Amérique latine une zone de crise identitaire dans la politique mondiale en raison de politiques autoritaires basées sur le socialisme. En parlant d'Amérique latine, el estreno eligió qui nous vient généralement à l'esprit est une région où les inégalités et les inégalités sont très élevées. De plus, l'expérience historique des pays de la région au cours des cinq derniers siècles a été caractérisée par un régime oligarchique très fort, c'est pourquoi de nombreuses hypothèses affirmant que la décolonisation latino-américaine n'est qu'un point d'entrée pour l'exploitation de l'oligarchie.

A partir de la montée du socialisme de groupes de gauche tels que les dirigeants du Venezuela et de Cuba, il y avait deux rochers qui faisaient obstruct à la réalisation des intérêts des États-Unis en Amérique latine, en particulier les intérêts économiques et politiques. Le système commercial international mis en place par les États-Unis pour apporter la prospérité mondiale est l'un des produits du marché libre qui est très difficile à mettre en œuvre dans les pays d'Amérique latine. Cela est dû à des éléments politiques opposés et au mécontentement des dirigeants de gauche en Amérique latine qui rechazó la dirección o la indirecta de cooperación. Dans ce système économique, diversités dispositions sont prises qui réglementent fondamentalement la similitud de l'orientation de la politique économique dans le système commercial international qui est libre de l'intervention de l'État. Mise en œuvre ou projet concret, le néolibéralisme fonctionne à travers des schémas de piège de la dette qui conduisent les pays débiteurs (tiers-monde) à établir un program d'ajustement t de la structure des échanges.

Un exemple de dépendance économique vis-à-vis des États-Unis s'est produit en Argentina en 2001, ce qui a fait du pays la pire crise financière de l'histoire. La moitié des 20 million d'Argentins ont connu une crise et sont tombés dans la pauvreté. Les paiements de la dette de l'Argentine ne représentent qu'environ 12% de sa dette extérieure totale et n'ont pas été en mesure de sortir l'économie argentine de la crise. C'est une conséquence du libéralisme économique et de l'incapacité de l'Argentine à aggraver son économie. Presque la même eligió est également arrivée à l'économie brésilienne sous le règne du président Itamar Franco en 1992-1995. Esta situación está encore exacerbée par la libéralisation du commerce et l'élimination des subventions, ce qui signe que les compétences concurrentielles dans la fabrication d'articles en cuir, de meubles, de vêtements et de machines-outils pour le marché intérieur ont été « cruellement désactivées », ce qui a entraîné de nombreuses petites et moyennes entreprises être obligé de rouler le tapis en raison de la pénétration de marchandises importées. Le degré d'intégration verticale (augmentation du niveau de vie) a fortement diminué, tandis que les pratiques d'externalisation, au niveau international, se multipliant. Ainsi, la dependencia de la región frente a los bienes d'equipo y de la tecnología extranjeros devient une conséquence inévitable. L'Amérique latine a d'abord bénéficié des investissements des États-Unis. Mais au fil du temps, l'Amérique latine a commencé à se rendre compte que sa dépendance vis-à-vis des États-Unis rendait ses ressources naturelles plus exploitées. Ils n'obtiennent qu'un petit profit par rapport aux États-Unis. L'Amérique latine ne bénéficie que des revenus du travail et de l'exportation de matières premières de peu de valeur. La pauvreté est finalement un problème majeur pour les pays d'Amérique latine. La crise économique a frappé l'Amérique latine à cette époque. La dependencia frente a los capitales extranjeros rend un pays incapable d'accéder à l'indépendance et même de ne pas se développer. La

forte inflación ne peut pas être surmontée par le gouvernement brésilien car deux de ses ministres de l'économie ont démissionné. En consecuencia, le Brésil n'a pas pu ralentir le taux d'inflation de 30% par mois et le produit intérieur brut (PIB) a chuté d'environ 10%. Avec cette status, le Brésil n'a plus le luxe d'éradiquer la pauvreté de son propre peuple parce que le flux d'argent de l'État ne sert qu'à rembourser ses connections de dette extérieure qui atteignent 120 mil millones de dólares EE.UU. autant que 8 mil millones de dólares EE.UU. par an.⁶ De ces deux les exemples sont la preuve de l'inefficacité du système commercial américain contre les pays d'Amérique latine, mais il ya aussi un pays qui peut survivre, qui est la Colombie, qui est en fait un État fantoche formé par les États-Unis comme satellite pour surveiller la température politique en latin Amérique.

B. DISCUSIÓN

Descripción general de la colaboración ALBA

Un espoir d'intégration régionale était alors lié à un phénomène qui se produisait sur le terrain où au moment où la victoire du socialisme aux dernières élections d'Hugo Chavez au Venezuela et sa victoire aux dernières élections, indiquaient qu'il était quelqu'un qui avait le ambition de réaliser ces idéaux. L'Amérique latine est une région du sud du continental américain composée de 12 pays, dont 10 pays latins, dont l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, le Chili, la Colombie, l'Équateur, le Paraguay, le Pérou, l'Uruguay y Venezuela. Le régionalisme en Amérique latine n'est pas le même que la plupart des régionalismes sur les autres continents, car le régionalisme latino-américain ne couvre qu'une petite partie de l'ensemble du pays d'Amérique latine. Car la proximité de la base idéologique de ces dirigeants est en quelque sorte le capital pour la création d'une entente pour travailler ensemble. L'attention principale est dirigée vers les intérêts nationaux de chaque pays d'Amérique latine et en respectant les caractéristiques du régime qui reste, alors la racionalization de laformation d'alliances est possible.

Cooperación regional latinoamericana

Face à l'ère de la mondialisation qui la domine et du libre-échange, de nombreux pays de la région ont créé une organization formée pour conjurer les effets néfastes qui se produiraient avec l'arrivée des grandes vagues de la mondialisation, notamment la mondialisation económico. Dans la région de l'Amérique latine, il existen plusieurs organizations régionales dans le domaine économique formées en réponse à la mondialisation et au libre-échange qui ont été menées par les pays développés. En asistir a également des organizaciones régionales qu'elles fosternt l'intégration dans la région latino-américaine elle-même. L'un d'eux est le

MERCOSUR (Mercado Común del Sur) qui est l'une des régionales d'Amérique latine fondée par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay par le Traité d'Asuncion en mars 1991. L'objectif de la création du MERCOSUR est de promouvoir la paix et la stabilité. et renforcer la coopération interne et la coopération internationale. Cette régionalisation des économies internationales des pays d'Amérique latine montre l'existence d'une libéralisation des échanges entre les pays membres du Mercosur. Fundamentalement, le MERCOSUR est un accord avec un objectif final ambitieux pour façonner l'intégration économique dans la région latino-américaine.

L'existence du MERCOSUR déclenche également la création et le détournement d'échanges. Le MERCOSUR a tendance à n'échanger que la fabrication pour les autres membres en raison des tarifs douaniers des pays membres vers les non-membres, ce qui supprime le désir des consommateurs d'acheter et d'accéder à la technologie des pays développés. Sin embargo, il faut comprendre que l'intégration avec des groupes régionaux peut éliminer le potentiel d'intégration avec le monde extérieur et éliminer la possibilité d'obtenir un transfert de technologie qui devrait être en mesure d'augmenter les profits du pays, en voyant que los miembros del MERCOSUR son toujours des pays en développement. La deuxième organisation régionale d'Amérique latine est la Communauté andine qui a été formée sur la base du Pacte andin de 1969. Les pays membres de la Communauté andine sont le Pérou, la Colombie, l'Équateur et la Bolivie. En coopérant avec le MERCOSUR, la Communauté andine a formé la Communauté sud-américaine des Nations (SACoN) dans le but de créer une zone de libre-échange plus large en combinant les deux Collaborations régionales et en ayant des prospects de coopération jusqu'en 2019 en supprimant les obstáculos aux tarifs douaniers sur les petits et moyens produits. . La montée du nouveau régionalisme dans la région latino-américaine est indissociable de l'influence des acteurs extérieurs, notamment des États-Unis. Les changements dans la politique étrangère américaine effectuent le régionalisme en Amérique latine en raison de la position des États-Unis en tant qu'hégémonie à la fois dans la région américaine et dans le monde. Les États-Unis ont changé leur politique étrangère traditionnelle et ont adopté trois voies de politique politique et commerciale, à savoir la combinaison stratégique et pragmatique du multilatéralisme, du régionalisme et de l'unilatéralisme. C'est ce qui motive l'entrée du libéralisme dans la région latino-américaine et accroît la conscience régionale des pays de la région.

ALBA comme colaboración alternativa

En 2004, le Venezuela et Cuba ont lancé la coopération régionale de l'Alternativa Bolivariana of Las America ou l'Accord pour l'application de l'Alternative bolivarienne des Amériques et des accords commerciaux populaires, en abrégé ALBA. Declaración en la capital de Cuba, La Havane, el 28 de abril de 2005.

La hipótesis de base es la tendencia de los países a utilizar los regímenes o las instituciones internacionales para realizar los intereses de los países. Ensuite, ces pays forment alors un régime tant qu'il peut encore servir leurs intérêts. Chavez et Evo Morales qui ont intérêt à rester vocaux envers les États-Unis verront bien sûr que ces intérêts seront meilleurs s'ils sont soutenus par d'autres pays. La perspectiva de la cooperación regional L'ALBA travaille également dans trois espaces où, dans l'espace des idées, les pays membres estiment la nécessité de principes complémentaires, de solidarité et de coopération pour parvenir à la prospérité et au développement régional équitable. Dans l'espace Institutionnel, cette idée est ensuite intégrée à l'ALBA. A través de la división de la estructura organizativa de l'ALBA, le Conseil Politique. (Conseil politique) et le Conseil économique (Conseil économique) se veillent à ce que los esfuerzos pour contrer l'hégémonie du néolibéralisme puissent ensuite être facilités par la coordination des politiques économiques et politiques entre les pays membres. A través del Consejo social et le Consejo des mouvements sociaux dans la structure organizationnelle, l'ALBA est una organización de cooperación regional dans laquelle les gens sont impliqués dans les efforts pour atteindre la prospérité et un développement équitable.

Aide financière dirigée par le Venezuela aux pays de l'ALBA (d'un montant de Millions de Dollars Américains)

Destino	los montantes
Cuba	18776
Bolivia	6724
Nicaragua	5523
Banco ALBA	1350
Haití	440
Honduras	130
dominique	8

Fuente: Données de la Cieca dans «Cuánto cuesta el alba» en El Universal, 28/09/2008, Caracas, disponible en www.eluniversal.com

La stratégie vénézuélienne convenue sur l'ALBA face à l'expansion du commerce américain dans la région latino-américaine

La cooperación ALBA es una respuesta ainsi qu'une Alternative pour les pays de la région latino-américaine de travailler ensemble et de créer une intégration économique stable, en particulier pour faire face au néolibéralisme américain dans ses produits de la ZLEA. Le Venezuela, en tanto que paga pionero, a un cierto nombre de puntos de cooperación ALBA y a la creación de una alianza económica y política

sólida para controlar la zona de libre intercambio y las instituciones capitalistas americanas, y comprende la fórmula financiera del Fondo Monetario Internacional (FMI).

Integración del comercio de petróleo y gas entre las regiones

Fondamentalement, l'objectif de l'ALBA est de transformer la société latino-américaine, en la rendant plus juste, informée, participative et solidaire. En consecuencia, l'ALBA peut être comprise comme un processus intégral destiné à assurer la erradicación de las injusticias sociales y mejorar la calidad de vida y la participación efectiva de la comunidad para la creación de un buen sector social y económico. Pour atteindre cet objectif, plusieurs projets de collaboration ALBA ont été entrepris pour renforcer l'intégration régionale dans le secteur pétrolier. Dans ce contexte, le Venezuela a un rôle important à jouer dans la création de l'intégration économique et politique en Amérique latine. Le Venezuela possède certaines des plus grandes réserves de pétrole et de gaz naturel au monde et figure régulièrement parmi les 10 premiers producteurs mondiaux. Les plus grandes réserves de pétrole du pays sont situées autour du lac Maracaibo, du golfe du Venezuela et sur le fleuve Orénoque dans l'est du Venezuela. De plus, les plus grandes réserves de pétrole Conventionnel et les deuxièmes plus grandes réserves de gaz sont situées dans la banlieue ouest, au Venezuela.

Formación PetroCaribe

Depuis la fondation de Petrocaribe, le pays a fourni près de 60 millions de barils de pétrole brut à ses membres avec des paiements de 50 % en 90 jours et 50 % pour des prêts de plus de 25 ans, avec une période de grâce deux ans et un taux d'intérêt de 1% par an. PetroCaribe vise également à intégrer une coopération énergétique basée sur un schéma d'échange avantageux et équitable between l'Amérique centrale et les pays des Caraïbes. C'est parmi ces priorités que le développement social et économique de la région peut se dérouler conformément au schéma et obtenir avantages tangibles pour les peuples d'Amérique latine. Cuba a accepté de fournir au Venezuela un accès en franquicia de droits à l'importation et de supprimer les barrières non tarifaires, en retour le Venezuela a également accepté de supprimer les barrières non tarifaires aux importations cubaines. En los acuerdos de pago, existen disposiciones para los pagos de importaciones de petróleo en procedencia de Venezuela con una compensación comercial y acuerdos de crédito recíproco, todos los contenidos en el Acuerdo Venezuela - Cuba. Le Venezuela s'est vu accorder la même facilité de payer les importations de Cuba sans réciprocité en provenance du Venezuela. Aux Caraïbes et à la Dominique, il est permis de payer 40 % des importations de pétrole Petrocaribe avec les exportations de banane

La Cooperación ALBA propose 22 accords de coopération bilatéraux que dépendent de différents États membres pour la colonisation économique que a balayé l'Amérique latine dans les années 90 à travers de vagues de privatisation, accords de libre échange et politiques d'ajustement structurel qui ont poussé l'Amérique latine à s'endetter profondément. Le projet ALBA fut proposé par le président vénézuélien Hugo Chavez en organisant et en mettant en commun les ressources vénézuéliennes de PDVSA, ENARSA Argentine, PETROBRAS Brésil, COPETROL Colombie, PETROECUADOR Équateur, PEMEX Mexique, PETROPERU Pérou, PETROTRIN Trinité en Amérique latine. À l'heure actuelle, la fusion de l'organisation est un projet intégré qui a été réalisé et contrôle environ 11,5% des réserves mondiales de pétrole. PetroCaribe a produit plus de 140 millions de barils de pétrole brut vers les pays membres de l'ALBA, avec une facture totale de plus de 10 000 millions de dollars américains et un financement de plus de 4 000 millions de dollars américains et les pays membres peuvent économiser plus que les États-Unis. 2 000 millions de dollars dans un accord financier. L'une des actions menées dans le cadre de cet accord est la fourniture de 200 000 barils de carburant diesel par mois à la Bolivie dans des conditions de financement spéciales. Un protocole d'accord a également été signé pour la fourniture de deux usines d'extraction de liquides du gaz naturel, ainsi qu'un protocole d'accord pour la création de Fertisur, complexe de production d'engrais azotés, et un accord pour qu'INTEVEP, la branche technologique de PDVSA, forme 200 travailleurs de l'industrie de l'énergie en Bolivie. Dans le contexte du pays, la République du Nicaragua a fait ses débuts en tant que quatrième membre permanent de l'ALBA en signant plusieurs accords dans les domaines de l'économie, des finances, de l'énergie, de l'industrie, de l'agriculture, des questions médicales et de la culture. Ces deux accords sont très importants et sont mis en œuvre dans les deux accords de coopération dans le secteur de l'énergie pour développer l'énergie pétrolière, gazière et électrique. Le Venezuela considère l'ALBA comme un forum pour la vente de pétrole vénézuélien en dessous des prix du marché aux pays membres de PetroCaribe et Petrosur en échange de biens et services qui répondent aux problèmes de réduction de la pauvreté. Dans l'ALBA, le financement des exportations de pétrole en particulier est subventionné par le Venezuela.

Lanzamiento de la construcción de l'oléoduc

Le 26 septembre 2005, le ministre vénézuélien de l'Énergie a invité les pays d'Amérique latine auxquels ont participé les ministres des Affaires étrangères d'Argentine, de Bolivie, du Brésil, du Chili, de Colombie, d'Équateur, de Guyane, du Paraguay, du Pérou, d'Uruguay et du Suriname à signer la Déclaration de Caracas dans l'agenda de l'ALBA. qui vise à continuer à prendre des mesures concrètes pour aller vers l'intégration énergétique. Le Venezuela et le Brésil ont signé un accord de complémentarité énergétique et d'intégration entre le Venezuela PDVSA et le Brésilien

PETROBRAS qui comprenait une Collaboration et a pu créer une Collaboration Concrète dans le domaine de l'approvisionnement et de la commercialization de pétrole brut ainsi que l'exploration et l'extraction de pétrole et de gaz, la concepción de construcción y explotación conjunta de la raffinerie. L'intégration énergétique en Amérique latine a construit 8 000 km d'oléoducs qui s'étendent à travers l'Amérique du Sud reliant l'Argentine, l'Uruguay, la Bolivie, le Paraguay, le Brésil et le Venezuela pour un coût allant de 17 à 20 mil millones de dólares.

Formación de la rive sud

La creación de la Banque du Sud a été convenue entre le Venezuela, la Bolivie, Cuba et le Nicaragua en junio de 2007 y a été officiellement lancée en 2008. L'objectif est de soutenir un développement social et économique durable, de réduire la pauvreté et de reforzar la integración regional. Les pays qui acceptent l'ALBA considèrent que le FMI est l'un des pièges du libéralisme qui provoque la faim, la souffrance, la pauvreté et la violence pour les peuples d'Amérique latine. ALBA Bank juega un papel importante en la integración regional y la consolidación de los países de América Latina. Le Président de l'Équateur s'est félicité de la création de la Banque ALBA qui a contribué à résoudre ses problèmes financiers. La banque ALBA a son siège à Caracas à Caracas, au Venezuela et possède des bureaux régionaux dans plusieurs pays membres de l'ALBA. Les ministres des Finances des pays de l'ALBA se encuentran en Rio de Janeiro, au Brésil, el 8 de octubre de 2008 para finalizar el documento fundador de la Banque. De nombreux problèmes técnicos n'ont pas été résolus. Lors d'une conférence de presse conclue, Guido Mantega, ministre des Finances du Brésil, a déclaré que les pays de l'ALBA avaient été en mesure de surmonter tous les problèmes qui existent dans la manière de s'entendre autour de la formation de la Banque ALBA.

Le gouvernement vénézuélien a expliqué que la Banque du Sud aiderait à développer et à offrir des prêts étrangers dans la région latino-américaine. Ceci a été réalisé pour construire una nueva arquitectura que supone una relación croissante entre les banques et leur capacité à offrir du crédit à leurs citoyens. La création de la Banque vise également à Augmenter les liquidités et à relancer le développement socio-economique et les investissements dans les infraestructuras des pays participantes et à se prémunir contre les offres du FMI et de la Banque mondiale qui, en 2005, près de 80 % des prêts du FMI étaient alloués à l'Amérique latine.

La Banque du Sud como guichet du FMI

La vision et la mission du Venezuela en créant la Banque du Sud sont de libérer les pays membres du FMI, de la Banque mondiale et de la Banque interaméricaine de développement (IBD). Aidé en termes de profits pétroliers, le Venezuela a poursuivi

sa politique étrangère avec un engagement sans précédent en dessous du prix du marché du pétrole et à lancer une aide financière aux autres pays de la région. L'un des avantages de l'adhésion à la South Bank es una perspectiva antiimperialista. Le Consensus de Washington est une pratique néolibérale qui exploite les ressources de la région en offrant une Certaine coopération parrainée par le libéralisme et cela fait partie de la stratégie américaine de conquérir le pays pour obtenir autant d'avantages pour les entreprises américaines qu'au détriment de son territoire et de sa poblacion.

Anticipant l'enchevêtrement des pays d'Amérique latine dans leurs Relations Commerciales avec le FMI, le Venezuela a créé une Institution qui réglemente les problèmes financiers dans le but d'être indépendant de l'Amérique latine dans la gestion des finances en fournissant des prêts . En 2006, il y avait de nameuses preuves que le Venezuela et l'ALBA jouaient un rôle important dans la région. Tirez les leçons de la paralysie économique causée par la dette qui a été ressentie par l'Argentine en 2001. Le rôle du Venezuela est revenu et a directement aidé la crise économique en achetant pour 1,5 milliard de dollars d'obligations. 3 L'Argentine a accusé le FMI de ne pas être en mesure de sauver son économie pendant la crise économique et a immédiatement décidé de quitter le FMI. Les différentes contribuciones présentées lors de cette conférence ont fourni une prospect sur le processus de crise tel qu'il se déroule depuis août 2007, les échecs de grant, les planes de sauvetage et la corrupt par le biais de l'intervention de l'État dans les pays capitalistes développés visant à sauver les restes d'un système financier mondial disloqué. Les pays d'Amérique latine condamnent le prétexte qui impond le coût d'un plan de sauvetage financier dans un système mondial collectif qui exacerbera la status de pauvreté, de chômage et d'exploitation des travailleurs et des peuples du monde à la fois une intervention de l'État à grande échelle qui est étroitement surveillée tenter de sauver des entités désarticulées qui se sont vidées par la spéculation et l'augmentation mass de la dette publique n'est pas la bonne alternativa pour résoudre la crise. En una situación de gran dependencia del cartel de los créanciers, il ya en fait un autre côté à pouvoir négocier. La dependencia frente a la dette extérieure, par exemple, significa également qu'une grande quantité d'argent des créanciers circule dans le pays débiteur. Esta situación peut devenir une arme de négociation pour les pays débiteurs, en adoptant une politique de refus de payer les dettes. Este es el momento en que la revolución bolivarienne venezolana surgió con una idea más realista con una estructura de largo impacto. La dynamique actuelle exige un nuevo ciclo de concentración capitalista. Elle peut aussi ramener des tendances autoritaires dangereuses dans le fonctionnement du capitalisme comme un signe régressif qui s'est manifesté dans la montée des discriminaciones et du racisme à l'encontre des Populations emigrées des pays du Sud dans les pays du Nord. La nécessité de reconstruire l'architecture économique et financière internationale est aujourd'hui incontournable. Dans cette perspectiva, la

nécessité de un canal post-capitaliste a fait ses preuves, et le Venezuela l'a nommé socialisme du 21e siècle.

Desarrollo de cadenas de televisión latinoamericanas

Una edición de otra iniciativa del proyecto ALBA es Telesur, una cadena de televisión destinada a América Latina con los esfuerzos conjuntos de Venezuela, Cuba, Uruguay y Argentina. Il vise à rivaliser avec CNN et Fox, qui dominent le réseau d'ondes dans les informations télévisées en langue espagnole et d'autres médias avec des téléspectateurs de masse. Dans le cas du Venezuela, un cierto nombre de médias de masse sont contrôlés oligopolitiquement par deux grandes familles à savoir, la famille Cisneros et le groupe Bottome & Granier. La famille Cisneros est propriétaire de Venevisión, l'une des plus grandes chaînes de télévision du Venezuela qui compte 70 chaînes médiatiques dans 30 pays, dont DirecTV Latin America, AOL Latin America, Caracol Television (Colombie), The Univision Network aux États-Unis , Galavisión. Pendant ce temps, le groupe Bottome & Granier controlan Radio Caracas Televisión (RCTV) y Radio Caracas Radio. Quant à la presse écrite, les six plus grands médias imprimés quotidiens sont contrôlés par des groupes familiaux eux aussi restreints.

Avec l'appropriation oligopolitique, on peut analyser combien leur influence politique dans l'opposition au régime bolivarien. Por ejemplo, les cinq plus grands réseaux de télévision privés, à savoir Venevisión, Radio Caracas Televisión (RCTV), Globovisión, Televan et CMT, contrôlent 90 % du marché des télécommunications et les 5 % restants sont contrôlés par une petite télévision privée. Les médias de masse non neutres ont attiré les critiques du gouvernement vénézuélien, notamment les médias El Mundo visant à exprimer les intérêts politiques de l'opposition à travers les médias et à fermer tous les programs commerciaux juste pour diffuser de la propagande contre le gouvernement. Ainsi, lors des bouleversements politiques dans les médias, le peuple n'obtient que des informations et des images unilatérales et manipulatrices. Les médias de masse ne transmettent pas la réalité réelle parce que ce qui est affiché est un reportage formé par le propriétaire du média conformément à ses intérêts politiques. En consecuencia, les gens n'obtiennent pas d'informations correctes et complètes. Ce portrait médiatique contredit clairement la loi sur les télécommunications selon laquelle les médias sont indépendants, fonctionnant sur le principe du contrôle et de l'équilibre. Sur la base de ce cas, le régime bolivarien de l'ALBA a ensuite répondu en créant son propre sens à propos de la «doctrine de l'équité». Le Conseil national vénézuélien a ensuite introduit des réformes des médias par le biais de la loi sur la responsabilité sociale de la radio et de la télévision (LSRRT), qui proposait de garantir l'accès du public aux médias. La proposition du LSRRT a ensuite été approuvée par le Conseil national de la Commission de la science, de la

technologie et de la communication sur les médias sociaux en mai 2003. la Guilde vénézuélienne de radiodiffusion (Cámara Venezolana de la Industria de la Radiofusión) bien que le LSRRT ait finalement été approuvé par le Conseil national des gestionnaires de médias traditionnels en 2004. Dans son program, le LSRRT souhaite réformer la structure de la propriété des médias et du contenu des médias. En termes de diffusion, la LSRRT n'édicte pas de réglementation qui contrôle strictement le contenu des programs des médias privés. La réforme vise à renforcer les réglementations relatives à l'adéquation des émissions pendant les heures de diffusion des enfants, le soutien aux chaînes médiatiques indépendantes, la démocratisation de la radio et de la télévision, et l'accès et la participación du public à la medios de comunicación.

C. CONCLUSIÓN

Le discours sur le concept de développement émerge et sombre dans l'élan qui se produit, notamment en ce qui concerne le progrès et le retard dans la terminologie du développement économique tant au niveau national que régional. La dynamique évoquée par exemple par la Grande Dépression de 1930, la crise pétrolière de 1980 et la crise asiatique de 1998 a eu un impact sur une révision d'un ordre d'économie politique qui nécessiterait une bataille d'intérêts de différentes parties. Dans l'espace des idées, le néolibéralisme porte une vision philosophique qui suppose que la nature humaine est rationnelle et que la liberté doit être garantie dans la lutte pour ses intérêts. De ce point de vue, un système de commerce international qui est censé apporter la prospérité mondiale est un système où le marché est libre. Dans ces institutions, diverses dispositions ont été prises qui règlent fondamentalement l'orientation commune des politiques économiques des pays du monde, à savoir l'orientation de l'ouverture économique dans le système commercial international qui est libre de l'intervention de l'État. ALBA est un des discours qui remplit ce discours. ALBA est l'une des nouvelles percées de l'Amérique latine portée par le Venezuela. La naissance de cette organisation de coopération régionale est en fait une réponse des pays d'Amérique latine à la ZLEA (Zone de libre-échange des Amériques) au sommet de l'Association des États de la Caraïbe dominé par les États-Unis et aux efforts visant à renforcer la solidarité dans une région d'Amérique latine plus indépendante. ALBA (Alianza Bolivariana de los Pueblos de Nuestra América / Alliance bolivarienne pour les peuples de nos Amériques) est une organización colaborativa. Dans l'espace Institutionnel, cette idée est ensuite intégrée à l'ALBA. Gracias a la división de la estructura de la organización de l'ALBA, el Consejo político y el Consejo económico veillent à ce que les efforts pour contrôler la hégémonie néolibérale puissent ensuite être facilités en coordonnant les politiques économiques

et politiques between les pays membres. À travers le Conseil social (Consejo Social) et le Conseil du mouvement social (Consejo de Movimientos Sociales) en la estructura de la organización, l'ALBA es una organización de cooperación regional en la que las gens son implicadas en los esfuerzos para atender la prosperidad y el desarrollo equitativo. Dans l'espace de mise en œuvre ou de projets concrets, la contre-idée du néolibéralisme se manifesta alors dans 7 secteurs du program de travail de l'ALBA. Les secteurs visés sont le secteur financiero régional, le commerce et l'investissement, l'industrie et l'énergie, le secteur alimentaire, le secteur social et culturel, l'environnement et le secteur des infraestructuras. Jusqu'à présent, ALBA pu produire de nouvelles percées dice que la formación de la Banque du Sud (Banco del Sur), le système monétaire régional SUCRE (Unified de Compensacion Regional / Sistema Unificado de Compensación Regional). Dans le cadre de l'ALBA, un réseau de réseaux de coopération métallurgique, pétrolier, régional pour la satisfaccion des besoins alimentaires a été formé, un réseau de communication régional a été formé qui dans ce cas était principalement TeleSUR, et la création de programas de services sociaux en particular dans le domaine de la santé. sector

LAS REFERENCIAS

1. De Lombaerde, Philippe and Luis Jorge Garay. 2006. El nuevo regionalismo en América Latina y el papel de EE.UU. Universidad de las Naciones Unidas.
2. Jackson, Robert y G. Sorensen (1999). Economía Política Internacional", en Introducción a las Relaciones Internacionales, Oxford: Oxford University Press.
3. Lebowitz, Michael A, Socialism Now — Yogyakarta: Resist Book, mayo
4. 2009. Lebowitz, Michael A, Más allá del capital: la economía política de la clase trabajadora de Marx, 2ª ed. (Nueva York: Palgrave Macmillan, 2003).
5. Masri Singarimbun y Sofyan Efendi, Survey Research Methods, LP3ES, Jakarta, 1988
6. Mas'oed, Mohtar, Relaciones Internacionales: Disciplina y Metodología, Jakarta: LP3ES, 1990.
7. Conciencia Soyomukti, Hugo Chávez vs Estados Unidos, Yakarta, 2008.
8. Prasetyo, Eko, estos son los presidentes radicales. Yogyakarta: Resist Book, 2006. Parsons,
9. Talcott, "La distribución del poder en la sociedad estadounidense", Política mundial (octubre de 1957).
10. Robert Gilpin, La economía política de las relaciones internacionales, (Princeton: Princeton University Press 1987)

11. Rui Albuquerque y Gregory H. Bauer y Martin Schneider. Flujos y rendimientos de acciones internacionales: un enfoque de equilibrio cuantitativo. Boston: Finanzas Internacionales, EconWPA. 2005
12. Shoelhi, Mohammad, Al borde de la caída de Estados Unidos, Yakarta, Grafindo Khazanah Ilmu.
13. Documento de trabajo de Arlene B. Tickner América Latina y el Caribe: inseguridad doméstica y transnacional (Academia Internacional de la Paz, 2007).
14. Guareschi, Roberto (5 de noviembre de 2005). "No del todo la Evita de la leyenda argentina". Nuevos tiempos de estrechos,
15. Diario de la Democracia Social, vol. 4 No. 1, Octubre-Diciembre 2008, Página 14. En la Historia de la República Bolivariana de Venezuela y el Movimiento de Nueva Izquierda.
16. Bulmer-Thomas, V. (ed.), Integración Regional en América Latina y el Caribe: La Economía Política del Regionalismo Abierto, ILAS, 2001.
17. Punto de vista internacional, edición IV/366, abril de 2005. Extraído del artículo de Claudio Katz, "El centro izquierda, nacionalismo y socialismo".
18. Abigail Noble y Martin Weinstein. Una izquierda resurgente en América Latina: implicaciones para la
19. Región y política de EE. UU. LOGOS, Journal of Modern Society and Culture, No. 42, primavera de 2005, p.3
20. Punto de vista internacional, edición IV/366, abril de 2005. Extraído del artículo de Claudio Katz, "El centro izquierda, nacionalismo y socialismo".
21. Punto de vista internacional, edición IV/366, abril de 2005. Extraído del artículo de Claudio Katz, "El centro izquierda, nacionalismo y socialismo".
22. Robert E. Qurik, Axis of Satan: la historia de los cuatro presidentes revolucionarios. (Yogyakarta:
23. PrismaSophie, 2006), pág. 191.
24. Historia de la República Bolivariana de Venezuela y el Movimiento de Nueva Izquierda. repositorio.usu.ac.id/ bitstream / 123456789/31570 / .../ Capítulo% 20II.pdf
25. Teriana Akbar Yuloh. Círculo Bolivariano: Análisis de los Nuevos Movimientos Sociales en Venezuela en 2001-2003.UPI, 2012. repository.upi.edu/ operator / upload / s_sej_0704596_ chapter1.pdf
26. ALBA pasa a ser Alianza Bolivariana de los Pueblos de América "(en es). Venezolana de Televisión. 3 de junio de 2009. <http://en.wikipedia.org>
27. Finaliza cumbre del ALBA con ingreso de países invitados <http://en.wikipedia.org>
- América Latina y el socialismo del siglo XXI <http://www.pakishijau.com>
28. Que le pasa a Hugo Chavez <http://lmnd.wordpress.com>

29. América Vera Zavala, arteDemocracia Participativa en Venezuela||www.zmag.org —Altenativa Bolivariana apara las Américas||
<http://www.alternarivabolivariana.org>
30. AFP, 10 de agosto de 2010, Colombia, Venezuela, líderes esperan renovar lazos
<http://www.webcitation.org>